

TOUS ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Ce week-end, on a de nouveau assisté à un round de négociation entre le gouvernement grec d'Alexis Tsipras et les institutions de l'Union européenne.

Dans ce pays, après 5 ans de cure d'austérité, le quart de la population et la moitié de la jeunesse est déjà au chômage, les salaires et les retraites ont été dramatiquement amputés et les services publics démantelés.

Mais parce qu'ils veulent le remboursement intégral de la dette (une dette qui n'est pas celle du peuple grec), la Commission Européenne – soutenue par Merkel et Hollande – exigent de la Grèce de nouvelles coupes dans les retraites, notamment en supprimant les primes accordées aux retraités les plus pauvres. Ils réclament aussi une hausse de la TVA à 11% sur les produits de base comme l'alimentation et jusqu'à 23% pour l'énergie.

Hollande, du côté des étrangleurs, en Grèce comme en France

Main dans la main avec Angela Merkel, François Hollande – celui qui avait soi-disant déclaré la guerre à la finance – est complice de l'odieux chantage.

Pour eux, soit Tsipras accepte de renier toutes ses promesses électorales, soit ce sera l'asphyxie financière. Lorsqu'il déclare : « À Alexis Tsipras d'engager le dialogue.

À lui aussi de comprendre que des règles existent, et qu'elles doivent être respectées », le message est clair. Pour imposer toujours plus d'austérité en France, Hollande a besoin de prouver que même lorsque le peuple grec vote pour en finir avec l'austérité, il n'y a pas d'autre politique possible.

En France, le gouvernement accélère les attaques

C'est aussi sous prétexte de « dette publique » et de lutte contre les déficits, qu'ici, comme dans toute l'Europe, le système public de santé subit les attaques destructrices des politiques d'austérité.

Ces attaques rendent l'accès aux soins de plus en plus difficile par la baisse de la part des soins remboursés par la Sécurité sociale, l'augmentation du coût des mutuelles, les franchises médicales, les

dépassements d'honoraires.

Ces réformes visent aussi à ouvrir plus largement le marché de la santé aux intérêts privés : assurances, hospitalisation privée, laboratoires pharmaceutiques ... Non seulement Hollande n'est pas revenu sur les contre-réformes de Sarkozy, mais il en accélère la cadence, notamment avec la « loi de santé », dite Touraine, actuellement en discussion à l'Assemblée.

C'est tous ensemble que nous gagnerons

Face à ces politiques, des luttes ont lieu : luttes des populations contre les fermetures d'établissements de proximité ou de services, luttes des personnels hospitaliers pour la défense des RTT, de leurs conditions de travail et des emplois statutaires...

La lutte aujourd'hui engagée par les personnels des Hôpitaux publics de la région parisienne ne concerne pas que les personnels hospitaliers. C'est aussi de l'avenir de l'Hôpital public et du droit à la santé pour tous qu'il est question. Elle est aussi un maillon de la lutte de l'ensemble des salariés de la fonction publique.

Le 11 juin, hospitaliers, professeurs des collèges, à nouveau en grève et dans la rue. Le 13 juin, à Guéret, manifestation nationale pour la défense de tous les services publics. Le 25 juin, ce sera la mobilisation nationale de la santé et de l'action sociale initiée par la CGT, SUD et FO.

Mais les combats menés par les personnels de la santé et de l'Éducation nationale concernent toute la société. C'est l'affaire de toutes et tous d'aider à leur convergence, de leur donner une suite, pour stopper les attaques du gouvernement et du patronat. Il faudra qu'ils se rejoignent, dans la rue et dans la grève, public et privé.

Ce n'est qu'ainsi, en France, en Grèce ou ailleurs, que nous pourrons enfin gagner.



IL MANQUE PAS D'AIR CE GOUVERNEMENT

Déjà, en plus de nous exploiter, ils patrons nous licencient quand ça leur rapporte plus. Mais quand ils le font abusivement ou même illégalement, et qu'on se tourne vers les Prud'hommes pour faire valoir nos droits, ils veulent maintenant plafonner ce que les jugements nous accordaient. Et comme ils ne peuvent le faire eux-mêmes, c'est ce gouvernement dit de «gôche» qui va leur offrir sur un plateau ... Ne les laissons pas faire

LE DEMANTELEMENT DE GOODYEAR SUSPENDU

Lundi 8 juin, le tribunal de grande instance d'Amiens a suspendu pour 3 mois minimum le démantèlement des machines de fabrication de pneus pour l'agriculture de l'usine Goodyear d'Amiens Nord. Il a également condamné Goodyear à verser 50 euros à chacun des quelque 90 plaignants.

La CGT de Goodyear Amiens, à l'origine de cette action judiciaire, a déposé fin avril 2015 un projet de SCOP. C'est dans ce cadre que le juge a ordonné le maintien sur le site de ces machines jusqu'à la fin de l'examen de la proposition de leur rachat par la SCOP. C'est un carton rouge pour Goodyear et le gouvernement qui n'ont jamais pris ce projet de SCOP en considération.

Les dégâts de la fermeture de l'usine sont là : un an et demi après la fermeture de l'usine, seuls 195 salariés ont retrouvé un travail ou créé leur propre entreprise, alors que 1143 salariés avaient été licenciés au total. Contre tous les partisans du renoncement et de l'adaptation à la crise, leur lutte n'est pas finie !

A PSA MULHOUSE, 450 INTERIMAIRES VIRES

Alors que la direction fête aujourd'hui la 300 000e Peugeot 2008 sortie des lignes de montage, il est un chiffre dont elle se vante beaucoup moins : celui des 450 intérimaires qu'elle s'apprête à licencier avec le passage en monoflux (une seule ligne de montage) à compter du 15 juin.

Dans la période actuelle de montée du chômage, les 450 intérimaires virés c'est 450 chômeurs de plus fabriqués par PSA. C'est ça la précarité à outrance, l'incertitude quotidienne pour certains et beaucoup plus de travail pour les autres. La production quotidienne sur une seule ligne de montage va rester au-dessus du millier de véhicules contre 1 200 avec 2 lignes aujourd'hui.

C'est pareil dans toutes nos entreprises ! Exigeons l'embauche en CDI de tous les précaires qui le souhaitent.

LOI REBSAMEN : GRANDE BRADERIE DES DROITS DES SALARIEES

Cette fois, c'est le droit des salarié(e)s à se défendre et à se mêler des affaires du patron qui est dans le collimateur du gouvernement. À l'origine, l'échec du Medef à imposer partout le « conseil d'entreprise », instance fusionnant délégués du personnel (DP créés en 1936), comité d'entreprise (CE, 1945) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT, 1982).

Dans les entreprises de moins de 300 salarié(e)s, le patron pourrait sur sa seule décision fusionner CE, DP et CHSCT dans une seule et unique instance. À la clé, c'est évidemment la baisse du nombre d' élu(e)s et d'heures de délégation pour assurer le mandat ou aller discuter avec les salarié(e)s qui est en jeu, mais aussi la marginalisation de la santé et la sécurité.

De même, le CE ne serait plus consulté sur les accords d'entreprise C'est évidemment 80 ans de conquêtes sociales remises en causes, ne les laissons pas faire.

INSPECTRICE DU TRAVAIL EN ACCUSATION

Son crime, aux yeux de l'entreprise Tefal à Annecy : avoir simplement fait son travail, relever des clauses illégales dans un accord sur le temps de travail ou mis en demeure l'entreprise d'installer un système de captation d'émanations chimiques.

Medef, préfet, Renseignements généraux... tous les réseaux du pouvoir ont été mobilisés pour tenter d'obtenir la mutation de l'inspectrice, elle est même assignée en correctionnelle par Tefal pour recel de documents confidentiels et violation du secret professionnel.

On comprend mieux comment, avec la loi Macron, le gouvernement prépare la dépénalisation des infractions patronales. Inadmissible, avec Tefal, c'est le procureur d'Annecy qui prend les devants en traînant sur le banc des accusés le droit du travail et l'inspection du travail ! Un monde à l'envers !

GATTAZ REMET LE COUVERT

Et voilà que le patron des patrons revient sur une de ses idées fixes : repousser l'âge de la retraite à 67 ans. Il propose un abattement dégressif sur les pensions complémentaires perçues avant 67 ans.

Pour un départ à la retraite à 62 ans par exemple, le salarié subirait une décote de 40%, puis de 30% à 63 ans, 18% à 64 ans, 2% à 65 ans et 1% à 66 ans. En clair, ou se serrer la ceinture de 62 à 67 ans, ou travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive

FN : DU BLANCHIMENT D'IDEES SALES A L'ARGENT SALE

Le père Le Pen a planqué, par l'intermédiaire de son majordome, plusieurs millions en Suisse. Le microparti de sa fille destiné à encaisser les fonds publics, dénommé « Jeanne », est mis en examen pour escroquerie.

Tout comme Frédéric Chatillon, patron d'une société de communication proche de madame et financée par le dictateur syrien (un ami). Le financement du FN par des banques russes aux ordres de Poutine pose lui aussi question ... Ces gens-là ne sont pas encore au pouvoir qu'ils sont déjà pourris jusqu'à la moelle.

A PARIS, INHUMANITE

Dans les rues de Paris, des centaines de migrantEs ont été brutalement agressés par la police. Comme l'ont montré les images vues à la télé, coups de matraques et grenades lacrymogènes les dispersent des lieux sur la voie publique où ils trouvent refuge dans des conditions odieuses.

Les conventions internationales protégeant les réfugiés ne sont même pas appliquées en plein Paris. Le gouvernement Hollande Valls est directement responsable. Les différents échelons, gouvernement, préfecture, mairie de Paris ou mairies d'arrondissement se renvoient la balle pour refuser toute solution.

Alors que l'Etat possède 11 millions de m² de logements vacants, les moyens existent pour que les migrantEs soient logéEs dans des conditions dignes qui leur permettent d'effectuer les démarches nécessaires à leurs choix.

La mobilisation qui a commencé auprès des migrantEs doit s'amplifier. Mettre fin au harcèlement policier, imposer un hébergement décent, et exiger la régularisation des sans-papiers et l'ouverture des frontières, ce serait une politique simplement humaine.